

CRITERES DE PRIORISATION

TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos/...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de porcs	_____ €	
C) Chiffre d'affaires production de bovins-viande	_____ €	
D) Chiffre d'affaires production de bovins-lait	_____ €	
E) Chiffre d'affaires production élevage avicole	_____ €	
F) Chiffre d'affaires production élevage autres		
G) Total chiffre d'affaires élevage (B+C+D+E+F)	_____ €	_____ % (G/A)

EXPLOITATION AU FORFAIT

Oui Non

Critères supplémentaires définis localement

Se référer, le cas échéant, à la fiche spécifique à votre département, fournie par la DDT(M)

CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

<i>Données fournies par un centre comptable</i> <i>Obligatoire pour les exploitations au réel.</i>	<i>Données non certifiées par un centre comptable</i> <i>Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion</i>
Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____	<i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i>
<i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i>	<i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i>
Signature et cachet du centre comptable :	Signature et nom de l'exploitant demandeur :

(*)

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- **Demande à bénéficier de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français numéro 2.**

- **Atteste sur l'honneur :**
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - avoir pris connaissance de la décision du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016- 28 du 02/06/2016
 - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
 - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
 - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015)
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
 - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
 - être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :
 - 15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement *de minimis* agricole »),
 - 200 000 € par entreprise agricole (CUMA) au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, dit « règlement *de minimis* entreprise »)

Ces règlements ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

- **M'engage à :**
 - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
 - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p>Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet). 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande, - Notification du forfait par l'administration, - Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfaitaire de l'exploitation 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations agricoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°51992) - Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des entreprises agricoles (CUMA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » entreprise pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n° A de la notice explicative Cerfa N°51992) - Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°A bis de la notice explicative Cerfa N°51992) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, le pouvoir (annexe 2 de la notice explicative Cerfa N°51992)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour le volet b de l'aide (prise en charge de la commission de garantie) : Annexe 4 de la notice explicative certifiant le montant de la garantie relative au(x) prêt(s) de restructuration.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5 de la notice explicative.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIUMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° de dossier : _____

Date de réception : | | | / | | | / | | |